

7 Jours

Filpac CGT

N°90 – 21-5-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

C'est maintenant que le libéralisme, sous sa forme ultra ou son apparence nationaliste d'extrême droite, pèse de son poids le plus lourd sur l'univers de l'information dominée par les grands groupes industriels et financiers. On le sent chaque minute, au point de fuir l'information domestiquée, frappé de dégoût. Du Le Pen, du Gattaz, de l'expert en économie libérale à tout moment, c'est l'overdose. Raison de plus pour amplifier notre combat. Pour l'information libre, indépendant et protégée du marché.

MESSIEURS LES PATRONS DE PRESSE, QU'AVEZ-VOUS FAIT DE L'ARGENT PUBLIC ?

Pas contents, les patrons de presse. Alors qu'ils font l'éloge permanent du libéralisme à longueur de colonnes éditoriales - pour la majeure partie des titres -, les voilà piqués en flagrant délit d'overdose de fonds publics. Le ministère de la Communication, pourtant fidèle au partenariat exclusif avec ces messieurs, a eu le malheur d'informer les citoyens sur le montant des aides perçues par les dirigeants de l'information, papier comme en ligne. **Informé ?** A ce seul mot nos patrons groupés en « syndicat » dégagent une protestation « *contre la communication biaisée du Ministère* ». **Biaisée ?** Le tableau en 8 colonnes révèle les chiffres réels des montants publics attribués au titre des aides diverses. C'en est trop, la colère gagne nos patrons de presse. **Elle mérite quelques explications.**

Le modèle des aides exigé par les patrons de presse en colère ? Le décret Sarkozy !

Voici l'ordre du jour de combat des patrons de presse :

« Le vrai sujet, c'est comment on modernise la presse. **Il faut raisonner dans des logiques industrielles ou des logiques de modernisation de l'exploitation.** Notre recommandation pour le futur, c'est de se concentrer sur la gestion des vraies directes, » (Protestation du SPQN auprès du ministère, révélée par *La Correspondance de la Presse*).

L'information ministérielle sur les aides globales 2013 ne serait pas conforme à l'esprit libéral. Les patrons ne veulent d'aides publiques que si elles accentuent la logique industrielle et la modernisation de l'exploitation. C'est-à-dire de celles qui favorisent la concurrence et qui éliminent toute régulation.

C'est précisément l'objet du décret du 13 avril 2012 – (2012-484, Journal Officiel du 15 avril 2012), signé Mitterrand-Fillon. Enfant des états généraux Sarkozy de la presse, il entame de façon considérable la nature des aides : une partie d'entre elles n'est plus déduite de l'édifice républicain, mais ressort d'une logique de management libéral des entreprises d'information.

- Le décret, pris juste avant l'éviction de Sarkozy, instaure une attribution conditionnelle et limitée de fonds publics auparavant distribués de façon définitive.
- Un principe de 3 ans, renouvelable chaque année, est établi pour des aides versées selon les termes d'une *convention cadre* patron-gouvernement, centralisée par la Direction Générale des Médias et de l'Industrie de la Communication (DGMIC), guichet unique d'un nouveau « *fonds stratégique* ».

Quelle stratégie est-elle récompensée par ces fonds publics encadrés par le décret Sarkozy ?

1. Une norme de compétitivité, qui induit la « modernisation » de l'outil industriel, et la réduction des coûts de personnels. **2.** Un investissement vers le numérique, de tout ou partie des services de l'entreprise, titre de presse, agence, ou site, basés en France ou dans l'Union européenne. **3.** La gestion de cette stratégie libérale-numérique est confiée aux ministères (Culture Communication, Finances, Industrie, Budget), aux patrons et à des cabinets d'expertise nommés par ces deux partenaires.

Le décret Sarkozy d'avril 2012, plus que jamais en vigueur, se fonde sur des axiomes libéraux assésés aux états généraux de la presse 1. Pour être libre, l'information doit être rentable. **2.** Pour être rentable, l'information doit être contrôlée par un ou deux champions nationaux. **3.** Le modèle libéral de l'information est sa mise au service de l'économie libérale érigée en loi, en science, en religion.

Ultime point essentiel du décret Sarkozy : que des plans locaux de départ plus ou moins volontaires ! La cohérence libérale est limpide : l'argent public sert à la baisse des coûts de production et à l'orientation des sommes récupérées pour l'investissement vers un numérique assoiffé de capitaux. Il n'y a pas matière à négociation, le commandement capitaliste d'une entreprise, qu'elle soit de presse ou autre, ne se négocie pas. Les comités nationaux de décision ne regroupent que patrons, représentants des ministères et des banques, s'agissant de la distribution, du numérique, de l'attribution des aides ou de quelque sujet que ce soit. La fin du paritarisme ? **La raison doit appeler ça « exclusion de la représentation des salariés ».**

**Contradiction : toutes les aides ne relèvent pas du décret Sarkozy...
Concentration : ça traîne, elles ne sont pas achevées !**

Contradiction non résolues des aides : le sujet reste ouvert.

La colère des patrons relève bien sûr du jeu de rôle : nous savons leur art consommé de revenir des ministères les sébiles pleines. Tout libéraux qu'ils soient, ils salivent à l'idée d'exercer leur subtil art de détourner une ligne budgétaire oubliée pour nourrir le chiffre d'affaires ou les dividendes.

N'empêche : les aides variées échappent pour partie à la logique libérale : celles allouées aux quotidiens à faible ressource publicitaire, à faible charge de petites annonces, celles du portage celles de la Poste, de la SNCF, à la distribution, à la modernisation sociale... Ce que veulent les patrons, drapés dans leur colère de théâtre, c'est l'alignement frontal, brutal, sans appel, de toutes les aides sur le principe du décret Sarkozy.

Le tableau officiel du ministère, fourni en pièce jointe, explique pourquoi une telle démarche : la rupture libérale dans les aides n'est pas achevée !

Par libéralisme, il faut entendre ce qu'ils disent, eux.

- Une intervention de l'Etat pour corriger les inégalités et se porter garant de l'équilibre démocratique ? Non, ça, c'était du temps du cadre fixé par la Libération. Ce cadre a volé en éclats. Pour autant, le modèle libéral n'est pas totalement mis en place. C'est qu'ils appellent « modèle économique ». Comme s'il y avait hésitation... Eh bien oui, justement, l'apparition nationale de notre revendication, un statut d'entreprise d'information à faible lucrativité, montre que tout n'est pas fichu.
- **Quelle intervention libérale de l'Etat ?** Pousser au numérique, émonder les branches mortes, écarter les faibles et les boiteux, pousser aux cessions-acquisitions-ventes, acter le départ de certains vers les paradis fiscaux (Hersant, Bernard Arnault...), bref accélérer la concentration de l'information, presse, site, médias divers, publicité, etc.

Ce qui caractérise la situation immédiate de la presse et de l'information, c'est moins la numérisation qui irradie toute la société dans ses moindres recoins, que le processus en cours de concentration libérale !

Ceux qui touchent le plus d'aides, ce sont les plus gros. Ceux qui touchent le plus d'aides, ce sont les plus utiles au projet libéral : **CFDT Magazine**, en 89^e position du tableau par le montant perçu, émerge à hauteur de **586 910 euros** au titre des aides à la presse !

L'injustice est évidente, elle provient d'une histoire longue des dérives de l'ancien système d'aides qui de l'intérieur a été réorienté vers les plus puissants. La rupture libérale a consisté dans un premier temps à procéder au constat de cette dérive pour passer au décret Sarkozy et à la destruction de la distribution régie par la loi Bichet.

Mais pour passer à la phase qui suit, celle de la concentration à outrance, il leur faut, à eux, gouvernement libéral et patronat désuni, se concentrer sur une tâche : liquider, éradiquer les résistances sociales anciennes ou en constitution. Ils ont partiellement réussi à répandre le doute sur l'avenir. La stratégie du choc numérique marque des points, comme le recul de la solidarité par la peur.

Nos objectifs doivent être portés à un plus haut niveau ! Ce que nous revendiquons ?

Nous exigeons du ministère qu'il rompe son tête-à-tête exclusif avec les patrons et les banques pour ouvrir avec la représentation salariale des négociations sur l'avenir de l'information, de ses moyens industriels et de ses emplois.

Nous revendiquons auprès de chacune des directions d'entreprise comme au niveau national des comptes sur l'utilisation des aides publiques comme sur le CICE.

Nous nous opposons au recours permanent à la destruction des emplois, que ce soit de façon frontale ou par la ruse (pseudo volontariat, rupture dite conventionnelle)

Nous luttons contre la sinistrose répandue par les DRH : la dépression salariale – celle des salariés, des salaires et de leurs emplois - est l'arme des trusts de l'information. Nous nous affirmons comme les combattants de l'avenir de l'information.